

# 2011

c'est déjà demain

**500 Fcfa**

“Le Journal qui fait bouger le Cameroun” ■ Numéro 85 - mars-avril 2008

Directeur de publication : Pauline BIYONG ■ Récépissé de déclaration N° 00309 du 05 août 1993

# **CAMEROUN : UNE MÉDIATION, EST NÉCESSAIRE, IMPÉRATIVE ET URGENTE.**

Les jeunes et la société civile sont incompris et désabusés.

La classe politique et la classe dirigeante jouent au sauve-qui-peut. La bataille entre les réseaux est sans pitié. Gare à la dérive dictatoriale. Evitons tous le pire.

“Zeus rend fous ceux qu’il veut perdre...” . Proverbe Grec

# AGGIORNAMENTO

**A** lors que la fermeture de la session en cours de l'Assemblée Nationale est prévue pour le 11 avril 2008, après une session au cours de laquelle les députés se sont littéralement ennuyés ;

Alors que nos élus, au parlement, attendaient que leur parviennent les ordonnances portant sur les récentes augmentations de salaires et autres mesures ;

Alors qu'au lendemain des émeutes, le peuple s'attendait, légitimement, de voir le Code de la famille enfin déposé, document fondamental qui permettrait de définir, de manière non équivoque, le rôle de la famille et épargnerait aux enfants mineurs d'être manipulés par les " apprentis sorciers " et se retrouver dans les rues à casser, puis à gagner la prison;

Alors que le peuple attendait la création de la Commission relative à l'article 66 de la Constitution portant sur la déclaration des biens par tous les hauts cadres ;

Alors que, le 4 Avril, l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale prévoyait une séance de questions - réponses aux membres du gouvernement, sur les questions brûlantes de l'heure ; En dépit de tout cela, le Président de la République vient d'introduire le projet tant controversé d'amendement de la Constitution, faisant fi de la division de la population en un front du OUI et un front du NON. Il ne s'est nullement embarassé de prendre en considération l'avis persistant des pays amis du Cameroun qui lui conseillaient d'organiser un large débat, tout comme de consulter les instances de son propre parti, le R.D.P.C., le bureau politique de celui - ci, son comité central, et encore moins d'en débattre avec son propre gouvernement.

Le Président Paul BIYA vient, par ce projet, de décider de constitutionnaliser la monarchie au Cameroun.

J'ai peur, tu as peur, nous avons tous peur.

Depuis son arrivée au pouvoir, chaque modifica-

tion de la constitution qu'il a entreprise l'aura été uniquement à son bénéfice. Ce fut le cas en 1983, avec la suppression du poste de Premier Ministre, son rétablissement, de nouveau en 1991, suite aux pressions de la Communauté Internationale, l'instauration d'un scrutin à un tour, pour l'élection présidentielle, l'augmentation de la durée du mandat présidentiel de deux ans. Le projet du 4 Avril, quant à lui, le consacre candidat à vie à la présidence de la République et lui octroie la latitude d'anticiper les élections quand il le désire, celui qui pense organiser sa succession, 20 jours au moins et 120 jours au plus pour organiser les élections alors que pour les autres élections, c'est 90 jours au plus. Ce sont désormais 4/5 des représentants qui doivent voter la Constitution. Quelle histoire !

Robert Mugabe a dit qu'il sera président à vie au Zimbabwe. Pour son malheur, il va désormais devoir apprendre à partager le pouvoir avec d'autres citoyens zimbabwéens. Le 31.12.2007, Paul Biya disait "*Notre loi fondamentale actuelle (qui est elle-même la résultante d'une révision de notre Constitution de 1972) comporte des procédures de révision. Celles-ci permettent, si nécessaire, une adaptation du texte à l'évolution de notre société politique. Elles sont par ailleurs de portée générale et ne concernent que ce soit en particulier.*"

Aujourd'hui, il sacre son pouvoir ad vita eternam. L'opinion nationale, de son côté, est préparée. Une bonne partie continue à penser qu'il ne faudrait surtout pas toucher à l'article 6.2. Par bonheur, l'Homme propose, et Dieu dispose. Ma carte d'électeur est mon passsport, en ma qualité de citoyen pour le changement. Oeuvrons ensemble, pour une alternance pacifique au Cameroun. Notre pays a besoin d'un Aggiornamento.

**Que Dieu benisse notre pays.**

# CASSE OU REVOLUTION

*A quoi avons eu à affaire au mois de février dernier, du 25 au 29 ?  
A une simple émeute ou à une révolution avortée ?*

**U**n mois après les événements du mois de février, on est encore à s'interroger sur la véritable nature du soulèvement de la population qui s'est produit. S'est-il agi d'un acte de banditisme, ainsi que le pensent certains, ou, plutôt d'une révolte, en bonne et due forme, face aux difficultés existentielles auxquelles est confrontée la population ?

## LA THESE DE LA MANIPULATION

Du côté du pouvoir, la cause est entendue. S'il y a eu du grabuge, c'est à cause d' " apprentis sorciers ", tapis dans l'ombre, des voyous qui n'ont pas pu battre le Rdpc au mois de juillet dernier, et qui désirent, actuellement, le renverser par la force. A qui d'autre peut s'adresser ce message, sinon à l'opposition ? Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, pour sa part, est venu désigner, nommément, le Sdf comme le parti d' " apprentis sorciers " dont a parlé le Président de la République. Aux yeux de nombreuses personnes, c'est comme si Marafa Hamidou Yaya avait été chargé, par son patron, de venir clarifier les choses. Quoi qu'il en soit, manipulation ou pas, une chose est certaine, il existait déjà un profond malaise au sein de la société camerounaise, et qui s'est exprimé pendant les cinq journées du mois de février dernier. C'est bien connu, pour qu'il y ait coup d'état, il faut, au préalable, que le contexte politique s'y prête. De même, pour qu'il y ait insurrection, il faut que les conditions objectives de celle-ci soient entièrement réunies. Dans le cas contraire, il ne saurait y avoir, ni coup d'état, ni révolution.

## LE GOUVERNEMENT EN PLEINE CONTRADICTION

Au vu des mesures économiques adoptées par le gouvernement au lendemain des chaudes journées, il y a tout lieu de penser que celui-ci s'est bel et bien rendu compte que la population était à bout, face à la cherté de la vie, au Cameroun, depuis un certain temps. Pendant plusieurs années, il lui a été demandé de serrer la ceinture, afin que le pays puisse se redresser économiquement. La population y a consenti sans maugréer. Cela a duré longtemps. Elle a ainsi entendu, les Pas, les Dsrp, un charabia continu, qu'elle a digéré par patriotisme.

Puis, on s'est mis à lui faire savoir que tout allait s'arranger. Il suffisait, pour cela, que le Cameroun franchisse le fameux point d'achèvement de l'initiative Ppte. Ok. La population s'est mise à attendre, patiemment, cet événement heureux. Puis, un beau jour, le gouvernement est venu lui annoncer la bonne nouvelle : " ça y est ! ". Le point d'achèvement a été atteint. S'il n'y a pas eu de réjouissances populaires visibles, il y a, néanmoins, eu une véritable joie dans les cœurs des Camerounais. Mais, pendant que ceux-ci commençaient à peine à se réjouir : patatras ! Le gouvernement les informe que la vie dure n'est pas pour autant finie. Qu'il va falloir encore se serrer la ceinture de longs mois durant, pour ne pas dire des années. C'en était trop, pour la population. Le gouvernement s'est comporté, ainsi, à ses yeux, tout bonnement comme un menteur...

## HAUSSE DES SALAIRES POUR LES FONCTIONNAIRES ET LES AUTRES CAMEROUNAIS ?

15 % de hausse sur les salaires, et 20 % sur l'indemnité de logement. Parfait. Les fonctionnaires pour leur part, ont obtenu leur récompense sans avoir rien demandé, à la suite des incendies des pneus dans les rues des villes du Cameroun. Les auteurs de ces feux, quant à eux, après avoir été traités de " délinquants ", ont écopé de lourdes peines de prison : de deux à quinze années ferme ! Eux ont été sanctionnés mais les fonctionnaires en ont bénéficié. On appelle cela de l'injustice, du cynisme, d'autant que ces fonctionnaires, à travers leurs motions de soutien dithyrambiques, ont totalement désapprouvé leur action. En toute logique, ceux-ci devraient, dans la foulée, refuser cette hausse de salaires, fruit d'une action condamnée par eux.

Quoi qu'il en soit, il y a eu hausse de salaires, et diminution des prix des produits de première nécessité. Mais, les fonctionnaires ne représentent que 200.000 Camerounais, sur un total de 15 millions au moins. Qu'est ce que le gouvernement a prévu pour le restant de la population ? Faudrait-il en conclure que seuls les Camerounais qui compte sont les fonctionnaires ? Face à l'incapacité à répondre à cette interrogation capitale, comment ne pas penser que, d'ici peu de temps, des pneus recommencent à brûler dans les rues des villes du Cameroun ?

# LE RDPC ET SA POLITIQUE DU SISONGO

*Le RDPC est atteint d'une maladie chronique dont il semble ne pas être en mesure de se guérir : le fait de gagner le sisongo, toutes les fois où le régime s'est retrouvé en danger. Hier, 1991, aujourd'hui 2008.*

Du 25 au 29 février dernier, alors que plus d'une trentaine de villes flambaient, où était le Rdpc ? Grosse question que celle là. Nul ne l'a vu nulle part, c'est à croire que ses militants si nombreux au moment des ripailles, s'étaient complètement volatilisés. Personne, tout au long de ces chaudes journées, n'a aperçu, à l'horizon, le moindre pagne du Rdpc porté par une femme, ou la moindre chemise portée par un homme. Dans la ville de Yaoundé, siège des institutions, il a fallu attendre l'occupation de la ville par l'armée, pour que soit initiée une marche de soutien au régime. Nous serions de mauvaises langues, que nous dirions que du sel ou du piment pour un repas qui n'en avait pas, alors que celui est terminé, et que les assiettes sont même déjà lavées. Bref, trop tard, beaucoup trop tard. C'est pendant que les pneus d'automobiles calcinaient les rues de la ville de Yaoundé, que l'on se serait attendu à ce que le RDPC se mobilise pour affronter ces jeunes gens que le Président de la République a qualifiés d' "apprentis sorciers ", de " délinquants ". Seul Philippe Mbarga Mboa a eu le courage de le faire. Et pourtant, il n'est que assister au défilé du 20 mai, chaque année, à Yaoundé pour se rendre compte du nombre de gens, hommes, femmes, adultes comme adolescents, vieux comme jeunes, qui arbo- rent, fièrement, l'uniforme du Rdpc. Très souvent, le passage des troupes du parti des flammes dure un bon quart d'heure. Ce n'est pas du tout, après le défilé, c'est une véritable marée humaine qui se met à déferler, en uniforme du Rdpc, dans les rues de Yaoundé, en direction des quartiers. Mais, pourquoi tous ces gens ne sont-ils pas descendus dans la rue, avant que l'armée soit à la rescousse du régime

## EN EUROPE AU TEMPS DU FACHISME

En Italie, à l'époque de Benito Mussolini, avant que celui-ci n'instaure totalement la dictature et ne fasse de son parti l'unique du pays, les autres partis politiques italiens affrontaient, systématiquement, le sien, chaque fois que celui-ci se déployait dans les rues de Rome, comme de toutes les villes d'Italie. Lors de la fameuse marche sur Rome, à l'issue de laquelle il avait conquis le pouvoir, les affrontements entre ses troupes et celles des autres formations

politiques, avaient été d'une violence telle que les rues de Rome, à la fin de la manifestation, ne ressemblaient plus qu'à un champ de ruines. Il y avait des tas, innombrables, de chaises, de tables, de bouteilles, de vitres, de barres de fer, brisées, dans celles-ci, sans oublier les automobiles détruites. De même, les défilés hitlériens, avant qu'Adolf Hitler ne prenne le pouvoir, se soldaient également par de terribles ravages dans les rues de Berlin et autres villes d'Allemagne, comme résultat des affrontements entre ses troupes belliqueuses, et celles des autres partis qui ne désiraient, en aucune manière, se laisser faire. Parfois, les salles où il tenait des meetings, se transformaient en champs de batailles et donnaient l'impression d'avoir été dévastées par une bombe, tellement tout y était détruit : tables, chaises, portes, fenêtres, etc.

Pour tout dire, en Italie comme en Allemagne, on a vu des partis politiques défendre véritablement leurs régimes. Dans ces deux pays, les gens n'attendaient pas que l'armée soit appelée au secours pour se mettre à publier des motions de soutien héroïques et montrer leur attachement " indéfectible " au régime du Renouveau, " et à l'homme qui l'incarne, Son Excellence Paul Biya, homme de paix ". Ils ont attendu que le calme soit totalement revenu pour se mettre à condamner, à tour de rôle et à qui mieux-mieux, la violence, appeler à la haine et au génocide.

## LE STATUT DU RDPC

En fait, le problème qui se pose est celui du statut du Rdpc, tout simplement. De toute évidence, son président national n'a aucune envie de le transformer en parti politique authentique. Il se complaît dans le rôle qu'il lui assigne, à savoir une structure chargée de lui garantir ses succès électoraux, indépendamment de la manière, et rien d'autre. Ce faisant, cependant, il n'a nullement envisagé que ce dernier pourrait lui être de quelque utilité que ce soit en période de crise, assuré que l'armée est à son service. Toutefois, à force d'associer, systématiquement, l'armée à la sauvegarde de son régime, ne redoute-t-il pas que, à terme, celle-ci n'y prenne goût, et opte purement et simplement pour son éviction ? That's is the question.

# ASSEMBLEE NATIONALE : LA BATAILLE DU PERCHOIR ET LE CANDIDAT " NATUREL "

***C'est en train de devenir une traduction. Depuis l'année dernière, il n'y a plus comme à l'accoutumée, un seul candidat pour le perchoir.***

**C**'est reparti, la bataille pour le poste de Président de l'Assemblée Nationale. Comme l'année dernière, avec la seule différence que, cette fois-ci, ça n'a plus été un seul député qui est parti à l'assaut du poste détenu depuis 16 ans par Cavaye Djibril, mais, bel et bien deux. Adama Modi, le bien nommé, et Adjibolo, ex-éternel président de la chambre d'agriculture. Les instances dirigeantes du Rdpdc, tout comme il y a un an, ont poussé des hurlements démentiels. Après le coup d'éclat d'Adama Modi, de l'an dernier, et les réprimandes feutrées qui s'en sont suivies, celles-ci étaient loin d'imaginer que l'impertinent député allait, de sitôt, revenir à la charge. Pis encore, que son exemple allait faire école. La question qui se pose, actuellement, est, à n'en pas douter, la suivante : un dissident en 2007, deux en 2008, combien en 2009 ? Puis en 2010 ? Puis en 2011 ? Autre question, cette dissidence qui prend corps au sein du parti pour le poste de Président de l'Assemblée Nationale ne s'étendra-t-elle pas à celui de candidat à la présidence de la République ? C'est connu, l'appétit vient en mangeant, alors, pourquoi pas ? Malgré tout, nous n'en sommes pas encore là. Quoi qu'il en soit, la bataille pour le perchoir, nom de désignation de la présidence à l'Assemblée Nationale, a bel et bien été, une fois de plus, lancée. Pour sa part, le sommet du parti s'en tient à ce que de nombreux militants de celui-ci désignent sous le nom de " candidat naturel ", à savoir, Cavaye Yégué Djibril, et rien d'autre.

## CANDIDAT NATUREL CONTRE CANDIDAT ELU

On se retrouve donc, au sein du Rdpdc, face à deux thèses qui s'affrontent. D'un côté, avec ses partisans, les " révisionnistes ", ou " modernistes ", ou " nous avons marre du fixisme ", qui estiment que le parti ne saurait être démocratique à la base, et dictatorial au sommet. Dès lors que l'on procède à la désignation, par élection, des présidents de comités de base, de sous-sections et de sections, que l'on procède par des élections " primaires ", à la désignation des candidats du parti au parlement, comment ne pas procéder de même pour la désignation du candidat de celui-ci au poste de Président de l'Assemblée Nationale ? De l'autre, la thèse du " rien ne doit bouger ", ou " vous dérangez trop ", avec ses partisans. Ce sont eux qui parlent, bruyamment de "

candidat naturel ". Ils reprennent, pour cela, l'expression consacrée pour désigner le président de la République, et, en même temps, président national du Rdpdc.

## LA DISCORDE DE L'IMPLOSION

Mais, quelque que soit le cas, ce débat est de nature à aboutir à une implosion du Rdpdc. Alors que le parti s'attend à des attaques de l'extérieur, voilà qu'il est sur le point de se retrouver confronté à d'autres encore plus redoutables et totalement inattendues, de l'intérieur. Tout avait commencé par le Mouvement Progressiste de Jean-Jacques Ekindi, alors président de la section pilote, à savoir la section du Wouri, du Rdpdc. Au bout d'un moment, Ekindi avait fini par quitter le parti, et on n'a plus entendu parler de Mouvement Progressiste du tout en son sein. Owona Grégoire qui en était membre, en a plutôt, simplement, recueilli les dividendes. Il s'est retrouvé Secrétaire Général Adjoint du Comité Central du Rdpdc. Puis, le tour est venu pour les " modernistes " du Rdpdc, avec Milla Assouté. Lui aussi, après avoir fait grand bruit, a fini par se retirer du parti, et est, actuellement, en exil en France. Mais voilà que, la technique des prétendus " courants " a pris fin, et que la dissidence au sein du Rdpdc prend une autre tournure, celle de la contestation des personnes présentées, à des postes électifs par le Comité Central.

## MODERNITE EN PAROLES

La bataille désormais récurrente du perchoir au sein du parti gouvernemental, a au moins le mérite de venir mettre à découvert les contradictions qui persistent en son sein. Alors qu'il parle de modernité, ce qui suppose qu'il s'engage à tourner le dos aux archaïsmes, il maintient ceux-ci, bec et ongles, malheureusement. A l'heure où les militants du Rdpdc voient, aux Etats-Unis d'Amérique, la bataille faire rage pour la désignation des candidats aux élections présidentielles du mois de novembre de l'année en coeurs, il leur est particulièrement difficile d'avalier la pilule de l'adjectif " naturel ", pour ce qui concerne notre pays. Pour la cohésion et la survie du parti, il est essentiel que ses dirigeants au sommet en tiennent compte.

# LA LONGEVITE AU POUVOIR ET LE DEPHASAGE POLITIQUE

*La crise survenue au Cameroun, pendant la semaine du 25 au 29 février 2008, et les décisions qui, pour sa résolution, en ont résultées posent le problème du divorce, avec le temps, entre le sommet de l'Etat, et l'évolution de la société.*

**Q**ui, au sommet de l'Etat, au Cameroun, peut jurer, la main sur le cœur, qu'il avait prévu l'explosion qui a secoué le pays pendant une semaine entière, au mois de février dernier ? Pas grand monde, pour ne pas dire, personne. A n'en pas douter, les services classiques de police, tout comme la DGRE, administration qui fait désormais office de police politique, ont été totalement dans le brouillard. Personne n'a vu venir la crise du 25 au 29 février 2008. Celle-ci a pris tout le monde de court. Questions, par conséquent, comment cela a-t-il pu être possible ? Quelle est l'origine d'une telle myopie ?

## LE CAMEROUN DE 2008 N'EST PLUS CELUI DE 1982

La première réponse qui, à cette interrogation, saute aux yeux, est, à l'évidence, la transformation complète de la société camerounaise au bout de 26 ans, et qui n'a pu être prise en compte par le sommet de l'Etat. La décision suprême s'y trouve, encore, beaucoup trop concentrée entre des mains formées à l'école du parti unique, c'est-à-dire de la dictature, et qui demeurent réfractaires à toute évolution mentale, toute adaptation psychologique. La vision du Cameroun de ces personnes, est demeurée figée, rivée à celle qui prévalait au moment où elles accédaient au pouvoir il y a 26 ans.

## REPRESSION OUI, DIALOGUE NON

A l'époque, le dialogue n'était nullement de mise, seule la répression prévalait. Par ailleurs, la jeunesse de l'époque avait grandi dans l'obscurantisme, la télévision, par exemple, n'existant pas encore au Cameroun, ni de presse libre, ni de débat contradictoire. L'esprit était à la glorification effrénée du chef, supposé incarner la vérité, la sagesse, la

connaissance. De même, dictature aidant, il n'était nullement nécessaire, pour le chef de l'Etat, de toucher du doigt, lui-même, les problèmes de la population. Il pouvait demeurer perché sur son piédestal, sans que quoi que ce soit ne survienne. Mais, aujourd'hui, les données ont totalement changé. Ni l'esprit, ni les hommes qui constituent désormais le peuple camerounais ne sont demeurés les mêmes depuis 1982, date de l'ascension au pouvoir de Paul Biya. Il existe, par conséquent, un divorce profond entre la population et le chef de l'Etat, dont la plus grande des illustrations est la formidable abstention qui a caractérisé le scrutin de juillet 2007.

## LE FAIBLE RENOUVELLEMENT DES ELITES AU POUVOIR

La seconde explication de la myopie politique à l'origine de l'explosion du mois de février, est, incontestablement, le faible renouvellement des élites au pouvoir. Ce renouvellement, s'il est déjà dérisoire, sur le plan physique, il est encore plus catastrophique sur le plan des idées. Le régime n'a pas su, au fil des années, intégrer les idées du camp de la contestation. Il s'est lancé dans des opérations politiques dont le caractère foireux est mis à nu aujourd'hui, du genre, débauchage de camarades politiques de l'ex-parti unique passés à l'opposition, uniquement parce que ceux-ci ne s'étaient pas retrouvés membre du gouvernement au moment du retour de la démocratie au Cameroun, en 1990. Intégrer Augustin Frédéric Kodock, Bello Bouba Maigari, Hamadou Moustapha, au gouvernement, n'est pas intégrer l'opposition. C'est plutôt intégrer des Rdépécistes qui étaient partis en promenade dans les rangs de l'opposition, histoire de se rappeler au bon souvenir du prince. A preuve, il n'est que de voir avec quel acharnement ceux-ci n'ont pas hésité à combattre les idées, les hommes, les pro-

Suite page 6

jets de l'opposition une fois de retour au gouvernement. Le régime a qualifié, pour sa part, ces opérations, véritables " retour aux sources politiques ", sous le joli nom de " démocratie apaisée ". En fait, il s'est bel et bien plutôt mis le doigt dans l'œil. Nous venons d'en avoir, à deux reprises, la preuve éclatante : 1./La manière dont les propres militants de l'Upc ont rejeté Kodock en se mobilisant non pas pour sa victoire, mais plutôt pour sa défaite aux dernières législatives ; 2./Le feu qui a pris au Cameroun, alors que la démocratie était déjà supposée " apaisée " depuis bien longtemps, c'est-à-dire depuis au moins 1997, c'est-à-dire onze ans. Pour tout dire, cet " apaisement " de la démocratie, n'a été, ni plus ni moins, qu'une sorte de réaménagement du Rdpc, face à l'opposition. Les hommes de l'opposition, comme leurs idées, ont bel et bien continué à être maintenus à l'écart du régime, à mille lieux de la décision politique, comme au temps fort de la dictature, c'est-à-dire du parti unique. Le régime lui-même a été pris à ce jeu, et a fini par croire qu'il avait anéanti l'opposition au Cameroun. Son erreur fondamentale a été de penser que l'opposition, dans un pays, ce sont des leaders politiques, essentiellement, alors que celle-ci, quel que soit le pays, est aussi constituée, d'une part des leaders de la société civile, d'autre part, de courants d'idées opposés à celui que développe un régime. Un parti politique ne remporte une consultation électorale véritable, c'est-à-dire réellement transparente, que comme une traduction politique de l'état de l'opinion publique. Or, dans le cas du Cameroun, le niveau de fraude électorale atteint par le régime n'est pas de nature à faire jouer cette vérité cardinale de la politique. Pis encore, le régime se fabrique ses victoires électorales, et finit par se persuader que ces dernières sont le reflet, authentique, de l'opinion publique. Pour illustrer notre propos, en France, tout récemment, Nicolas Sarkozy, a remporté le scrutin présidentiel avant tout parce que l'opinion publique française se trouve être, actuellement, à cause du problème de l'immigration, majoritairement de droite. De même François Mitterrand, 26 ans avant lui, avait gagné les élections présidentielles, avant tout parce que l'opinion publique était, en ce temps-là, majoritairement de gauche.

Dans le Cameroun d'aujourd'hui, en l'an 26 du régime du renouveau, cette marginalisation systématique des hommes comme des idées de l'opposition, est également à la base de la crise du mois de février dernier. Il est par exemple frappant que le seul personnage de la société civile que le régime

du renouveau ait pu intégrer au gouvernement, n'a été que Douala Moutomé.

## LA MARGINALISATION DU RDPC

La troisième explication de la myopie politique à l'origine de l'explosion du mois de février 2008, provient de la marginalisation totale du Rdpc, par son président national, et en même temps président de la République. Cela tient au fait que ce dernier n'est redevable en rien du tout à ce parti politique, pour son accession au pouvoir. Bien mieux, c'est même plutôt grâce à lui que ce parti existe. Qu'il se retire du pouvoir, et ce parti disparaîtra, tout comme il avait disparu, du temps où il s'appelait encore Unc, au lendemain de la démission d'Ahmadou Ahidjo de la présidence de la République, en 1982, le tout aggravé par son conflit avec Paul Biya en 1983. Le Rdpc, à ce jour, n'est plus, rien d'autre, qu'une caisse de résonance à la disposition de Paul Biya. Il ne se dérange même plus à organiser des congrès normaux, ainsi que sont supposés le faire des formations politiques dignes de ce nom. Aucune décision politique se rapportant à la vie du pays, n'est prise au sein du Rdpc. C'est à peine si les hiérarques du Rdpc sont même reçus en audience par Paul Biya. Il est coupé de ceux-ci, autant que les nuages, dans le ciel, sont coupés des herbes du sol. Il décide seul. Un fait est frappant. Le Rdpc n'est pas, à l'instar de toute formation politique digne de ce nom, doté d'un Secrétaire Général. Non. C'est plutôt le Comité Central du Rdpc qui en est doté d'un. René Sadi n'est, en effet, que le Secrétaire Général du Comité Central du Rdpc, et non pas de la totalité du Rdpc. Ce distinguo est de la plus haute importance, et traduit parfaitement l'idée que se fait Paul Biya du Rdpc, sa chose à lui.

La conséquence de cette conception singulière du pouvoir, est que, ce faisant, le Rdpc ne peut, aucunement, jouer le rôle de courroie de transmission des desiderata de la population à Paul Biya. Le président de la République se coupe ainsi, involontairement, d'un précieux outil à sa disposition qui aurait pu le maintenir en communion permanente avec le peuple. Paul Biya se trouve beaucoup trop à l'aise en étant seul, et sa connaissance de la population date, dans le meilleur des cas, de 1982, du temps où il était encore Premier Ministre. Celle-ci pour lui n'a pas évolué depuis, et c'est bien dommage.

# BENEFICE DES FONCTIONNAIRES OU LE PARADOXE DES MESURES GOUVERNEMENTALES DE L'APRES CRISE

*Ce sont les jeunes qui se sont déchaînés dans la rue ; ce sont les fonctionnaires qui en ont bénéficié.*

**M**anipulés ou pas, ce sont les jeunes qui, à travers les pneus qu'ils incendiaient dans les rues, les édifices publics qu'ils détruisaient, tout comme les personnes qu'ils molestaient, se sont lancés à l'assaut de la vie chère au Cameroun. On peut critiquer leur mode d'expression, les dégâts qui en ont découlés. Mais, sans eux, le monde entier n'aurait jamais su que le coût de la vie était devenu insupportable par les populations camerounaises. De ce point de vue, ceux-ci ont joué un rôle historique, bien mieux, ont fait bouger le régime, l'ont sorti d'une somnolence dans laquelle il était plongé, depuis la fin des villes mortes en 1991.

## UN PRIX ELEVE

Mais, en même temps, le prix que la jeunesse camerounaise a dû payer pour avoir fait bouger les choses, a été particulièrement élevé. Le gouvernement, de la bouche du ministre de l'administration territoriale, a annoncé le chiffre de 40 jeunes gens qui auraient perdu la vie, au cours de ces cinq journées d'insurrection au Cameroun. Les associations de défense des droits de l'homme, pour leur part, évoquent le chiffre de 100 jeunes tués. Quant aux arrestations, celles-ci sont chiffrées à plus de 1500, même si selon certaines sources, elles auraient dépassé les 2000. Les procès ayant abouti aux condamnations de ces jeunes gens, ont, pour la plupart, été expéditifs. Les audiences duraient, en moyenne cinq minutes, les chefs d'accusation étant retenus d'avance : défaut de présentation de carte d'identité nationale, manifestations sur la voie publique, attrouplement, port d'armes, destructions, rébellions en groupes, violences à fonctionnaires, pillages et vol. Quant aux peines d'emprisonnement, elles se sont étalées de six mois ferme, à cinq ans en moyenne. En tout cas, rien de surprenant. Le Président de la République, dans son allocution télévisée, avait rap- pelé que le Cameroun était et demeurerait un Etat de droit, et que, de ce fait, la loi allait être appliquée.

## LES FONCTIONNAIRES GRATIFIES

Mais, pendant que les jeunes étant descendus dans la rue se retrouvaient en prison, les fonctionnaires, qui n'avaient pas levé le petit doigt contre le cherté de la vie, au Cameroun, ni émis la moindre protestation, se sont retrouvés avec leur salaire relevés de 15 %, et leur indemnité de logement de 20 %. Bien mieux, ils ont, dans leur écrasante majorité, abominé ces jeunes qui cassaient tout dans la rue, et se sont même mis à rédiger d'interminables motions de soutien au régime dans le cadre du RDPC, pour avoir sévi durement. Toutes ces motions de soutien, naturellement, condamnaient la violence, imploraient la "paix", le chef d'œuvre de ces documents dithyrambiques ayant été la motion de soutien rédigée par les "élites" du Mfoundi. On se retrouve donc dans la situation où, ceux qui ont revendiqué ont été sanctionnés, et ceux qui ont condamné ces revendications en ont bénéficié. Choquant.

## LE RENDEZ-VOUS MANQUE AVEC LES ETUDIANTS

Et pourtant, cette insurrection de quelques jours aurait été une merveilleuse occasion de donner satisfaction à une revendication de toujours des étudiants des diverses universités du Cameroun, à savoir la suppression des droits universitaires, ou, à défaut, la réduction de ceux-ci. Que d'applaudissements aurait recueillis le Président de la République en prenant une telle mesure, mais, il n'en a rien été. Les étudiants se sont plutôt contents de bastonnades de la part des militaires, de coups et blessures de ceux-ci, d'hospitalisations diverses, c'est tout. Quoi de surprenant, dans ces conditions, que ceux-ci redescendent dans la rue dans les prochains jours?



# L'IMPLICATION DES BETI ET LA REACTION DU REGIME

***On ne le dira jamais assez, la grande surprise des émeutes qui ont secoué le Cameroun au courant du mois de février, aura été l'implication des populations Beti dans celles-ci.***

Il est bien lointain le temps où le président de la République pouvait déclarer, goguenard, que "quand Yaoundé respire, le Cameroun vit". C'était en 1991, en clôture à la tournée nationale qu'il avait entreprise. Il s'était adressé à une foule nombreuse sur l'esplanade de l'hôtel de ville. Le Cameroun était dans une profonde turbulence. Les "villes mortes" régnaient dans sept provinces sur les dix que comptent le Cameroun, du lundi à zéro heure au vendredi soir. Les populations se barricadaient chez elles, ne se rendaient pas au marché, ne se déplaçaient pas en automobile pendant toute cette période. C'était quelque chose d'inouï et de totalement inédit au Cameroun. Les provinces du Centre, du Sud et de l'Est, n'étaient pas entrées dans la tourmente. Alors le président s'était trouvé en mesure de prononcer sa fameuse phrase car, Yaoundé, la capitale du pays, était totalement épargnée par ce mouvement. Non pas à cause de l'intervention de l'armée, mais plutôt bel et bien à cause du refus des populations de la ville et des environs de suivre l'exemple de celles des autres villes et régions du Cameroun. Pour tout dire, les Beti n'avaient pas adhéré au mouvement de revendication de la tenue d'une Conférence nationale souveraine, sorte de grande messe destinée à purifier le Cameroun, à en croire les promoteurs de l'idée, mais à obtenir le renversement du régime, à en croire ce dernier. Les populations Beti étaient ainsi apparues comme les plus fidèles au régime du Renouveau et étaient, de ce fait, considérées dans une très large mesure, comme son socle ethnique. Cette situation a été par la suite, confirmée par les différents scrutins qui ont suivi l'avènement de la démocratie au Cameroun. Les Beti, dans leur écrasante majorité, ont offert les voix au parti gouvernemental, le RDPC. En conséquence, le régime était serein, convaincu que rien ne pouvait lui arriver de fâcheux tant sur le plan insurrectionnel, que sur le plan démocratique, son socle politique Béti étant là, solide comme un roc.

## FÉVRIER 2008 : PATATRAS !

Mais voilà que, au mois de février dernier, ce beau tableau politique a été subitement remis en question, les pneus s'étant mis à brûler à Yaoundé, comme dans de nombreuses autres villes du Cameroun. Comment imaginer que les populations Beti aient pu participer à ce désordre, à cette contestation violente du régime, elles qui l'ont tous jours soutenu. Le régime du Renouveau, le moins que l'on puisse dire, s'est retrouvé fort désemparé. Il a vécu un véritable séisme politique.

Du coup, des voix se sont élevées pour refuser d'admettre l'évidence, à savoir que les jeunes désoeuvrés Beti, des faubourgs de Yaoundé, mêlés à tous les autres jeunes de la ville et des environs, qui n'étaient pas Beti, mais qui avaient en commun le chômage, la précarité, le mal vivre, se sont eux aussi révoltés. Le slogan qui se répétait pourtant dans leur rang était le suivant : " le régime du Renouveau, et Paul Biya avec, a déjà rendu l'okok amer, tellement il y a mis beaucoup trop de sel... ". Traduction : " nous n'en pouvons plus de la vie dure... " La voix la plus extravagante qui s'est bandée les yeux, a été celles des " élites du Mfoundi ", qui ont eu l'audace de déclarer : " nous invitons fermement tous les prédateurs venus d'ailleurs de quitter rapidement et définitivement notre sol, car, ils n'y seront plus jamais en sécurité. Qu'ils disent à leurs commettants que les forces vives du Mfoundi ont de nouveau revêtu la tenu de combat de leurs ancêtres, lesquels ont longtemps résisté à la pénétration européenne... "

Quel déphasage avec la dure réalité ? L'appel à la loi du talion ? Quelle honte !

**"Si un roi ne fait plus peur, il est déjà mort". Machiavel**

# COUT DES MESURES ECONOMIQUES A LA SUITE DES EMEUTES : 292 MILLIARDS

*Nombreux sont les Camerounais qui se sont réjouis de la hausse des salaires récemment décidée par le gouvernement, sans toutefois s'interroger sur l'impact financier de celle-ci.*

**C**'est comme en finances publiques : toute dépense doit s'accompagner d'une recette équivalente. Et par recette équivalente, on entend un impôt ou une taxe. Dans le cas contraire, on aboutit inévitablement à un déficit budgétaire. C'est la grande situation qui se présente à l'issue de l'augmentation des dépenses de l'Etat, à travers la hausse des salaires et l'indemnité de logement des fonctionnaires camerounais.

## 96 MILLIARDS PAR AN

96 milliards par an, tel est, selon le ministre des Finances, le coût de cette augmentation de la dépense publique. En effet, 8 milliards par mois, multipliés par 12 mois, donnent ce montant. On se serait, selon la logique des finances publiques, attendus à voir la création d'un impôt nouveau, d'une taxe nouvelle, pour supporter cette charge supplémentaire. Que non. Le ministre des finances nous a plutôt informé que les recettes de l'Etat vont diminuer de 120 milliards de francs, à cause de la défiscalisation des produits de première nécessité (riz, poisson, blé, farine, huile de table), la diminution du droit de douane sur le Klinker (produit entrant dans la fabrication du ciment) importé par Cimencam, etc. Nous aboutissons, par conséquent, à

un manque à gagner de 120 milliards de francs, pendant que les dépenses, elles, vont s'accroître de 96 milliards de francs, ce qui aboutit à un déficit de 96+120=216 milliards de francs CFA.

## RECRUTEMENT DE 14 196 JEUNES

Dans le même temps, le gouvernement annonce le recrutement de 14 196 jeunes dans la fonction publique, dès l'exercice budgétaire en cours. Bien mieux, il précise que ces recrutements ne tiennent pas compte de ceux de l'armée, de la police et des services pénitenciers. Donc, au total, il y aura au minimum 30 000 personnes recrutées dans la fonction publique ces jours-ci. Si la moyenne des salaires de ces nouveaux fonctionnaires de l'Etat est fixée à 100 000 F CFA par mois, on aboutit à une dépense supplémentaire de 30 000 x 100 000 = 3 000 000 000 (trois milliards) par mois, soit en un an, 36 milliards. Rajoutés aux 216 milliards cités plus haut, on aboutit à un déficit total de 292 milliards de francs CFA. Grosse question : d'où proviendra un tel pactole ? Que va devenir la Loi des finances votée en décembre 2007 ? Cet argent, investit dans la production n'aurait-il pas généré plus d'emplois, plus de productions, plus de PME ?

# J'ai ma carte d'électeur... MON PASSPORT POUR LE CHANGEMENT.

Le Collectif de Citoyens Patriotes  
(CCP) œuvre pour une alternance  
pacifique au Cameroun.

**Rejoignez nous Tél. : 22 02 40 99  
Touch\_pas6.2constit@yahoo.fr**

# LA PUISSANCE DU G11 : UN MERVEILLEUX ALIBI

*Les membres de la nébuleuse désignée sous le nom de G11 sont trop puissants et doivent être écartés sans ménagement : telle est l'opinion largement répandue au sein de la population camerounaise.*

Qui veut noyer son chien l'accuse de rage: tel est l'adage français bien connu. Il signifie que lorsque l'on désire chercher noise à une personne, on tisse une histoire sur son dos, et le tour est joué. Au lendemain du scrutin présidentiel de 2004, il est né au Cameroun une nébuleuse politique composée de jeunes barons du régime qui avaient les yeux braqués sur le scrutin présidentiel suivant, à savoir celui de 2011, et à qui on a attribué l'appellation "Génération 2011", ou plus simplement G11. On y a mis tout le monde et personne en même temps, on l'a accusé de tous les maux de la terre, on lui a inventé tous les complots possibles et imaginables, mais personne n'a jamais su, avec exactitude, de quoi il retournait. Mais, il faisait peur.

## UN TRÉSOR DE GUERRE IMPRESSIONNANT

La population s'est mise à détester des personnages dont les noms ont filtré comme appartenant à ce groupe politique. Pour la plupart, ceux-ci ont été identifiés comme devenus fortunés grâce à un usage personnel de la richesse publique. Et du coup, les uns et les autres ont commencé à estimer que, grâce au colossal butin à la tête duquel ils se trouvent désormais placés, il serait bien imprudent de s'attaquer à eux, n'importe comment. La raison ? Ils sont en mesure de financer une guérilla. De nombreux Camerounais affirmaient cela sans sourciller. Ils le pensaient profondément. Aussi, lorsque les critiques étaient adressées au Président de la République sur sa lenteur à éjecter ces individus du gouvernement, ou à défaut, de les faire jeter en prison, les propagandistes du régime emboussaient les trompettes du soutien nécessaire à lui apporter plutôt, car il était et demeure le chef et ces prétendus adversaires qui lui prépareraient quelque mauvais coup, tout comme au pays tout entier, étaient une imagination populaire. Bref, don't worry, comme on dit en anglais.

## DES CHIENS ENRAGÉS QUE L'ON NE NOIE PAS

Résultat, le dicton bien connu " qui veut noyer son chien l'accuse de rage " n'a plus produit son effet. On a bien accusé de rage plein d'individus, mais, il n'y avait de cours d'eau à l'horizon. Et il semble ne pas toujours en avoir, pour les y noyer. Un problème se pose toutefois. On a vu par le passé, avec quelle promptitude et quelle violence le régime du Renouveau a eu à frapper quiconque a commis l'imprudence de se placer sur son chemin. Immédiatement,

des dossiers compromettants ont été sortis du tiroir, et ces renégats du Renouveau on été à chaque fois, neutralisés. Titus Edzoa se trouve actuellement en prison, lui qui a plié les poings à Paul Biya, après avoir été, des années durant, son conseiller spécial et ami intime. De même, Pierre désiré Engo, l'homme qui se présentait comme " la voix de Paul Biya dans la province du Sud " a été jeté en prison dès lors qu'il était apparu que sa fameuse Fondation Martin Paul Samba, n'était rien moins qu'un parti politique qui ne disait pas son nom. Au regard de ces deux exemples bien connus des Camerounais, d'où vient donc que certains membres du "G11" continuent à se balader tranquillement à travers le Cameroun, alors que l'on se serait attendu, au regard de l'ampleur de la conspiration qui leur est imputée, qu'ils se retrouvent actuellement en prison ? De deux choses l'une : soit ils constituent bel et bien un danger pour le régime, alors on doit les arrêter, soit ils n'en constituent pas un, et c'est la population qui a affublé sur leurs noms et leur puissance. Ondo Ndong a été arrêté. La Vallée du Ntem, son département d'origine n'a pas fait sécession. Siyam Siwé également, et le Haut Nkam est toujours camerounais. Abah Abah, du département du Dja et Lobo, département du président de la République est en détention préventive. La République ne s'est pas arrêtée. Olanguena de la Léké est dans le même cas. Rien ne s'est passé. Qu'attend-on pour sévir, surtout qu'on dit maintenant qu'on change la Constitution pour empêcher la G 11 de prendre le pouvoir. Rien ne se passera non plus si on arrête les autres membres de la G 11.

		<b>LE JOURNAL DE LA LIGUE POUR L'EDUCATION DE LA FEMME ET DE L'ENFANT (LEFEF)</b>	
<b>Récapissé de déclaration</b> N°00309 du 05 Août 1993		<b>Rédaction :</b> Alexandre KUMBA David ATEMKEMG, Annie NGO NJOOK	
<b>B.P. :</b> 14702 Yaoundé - Cameroun		Jean Paul KON - Adolphe Claude MBALLA	
<b>TéL. :</b> (237) 99.84.33.35		<b>Relecture :</b> Martial BIKANDA	
<b>E-mail :</b> pauline_biyong@yahoo.fr		<b>Mise en page :</b> Babel@t	
<b>Directeur de Publication :</b> Pauline BIYONG		Joachim ETEME (etejeme@yahoo.fr)	
		<b>Impression :</b> P@ges 77 73 65 76 / 77 56 40 42	

# LE SERPENT DE MER DE LA LIMITATION DES VEHICULES DE FONCTION AU CAMEROUN

**Lors du Conseil de Cabinet du jeudi 27 Mars 2008, le Premier ministre a de nouveau évoqué la question des véhicules de fonction au Cameroun.**

**E**t une fois de plus ! Comment ne pas s'exclamer ainsi, dès lors que la question de la réglementation de l'utilisation des véhicules de fonction, est évoquée... depuis quarante - huit ans que nous sommes indépendants ? Le tout premier membre du gouvernement à les retirer des mains des fonctionnaires, avait été Charles Onana Awana. Il était ministre des Finances...en 1961, il y a quarante - sept ans. A l'époque, tout le monde avait salué sa décision, tellement les fonctionnaires faisaient un usage abusif de ce bien de l'Etat. Mais, à peine les innombrables véhicules immatriculés CA avaient-ils regagné le garage administratifs, qu'ils avaient recommencé à engorger les rues du Cameroun. Kanga Victor, quelques années plus tard, à son tour Ministre des finances, est, revenu sur cette question. Ainsi de suite, jusqu'au Premier Ministre Peter Mafany Mousongue en 1998. Inoni Ephraïm, à son tour, a déjà eu à réprimander son équipe gouvernementale sur ce point. En vain. Aussi, lorsque les Camerounais ont de nouveau appris qu'il avait une fois de plus abordé ce sujet, ils ont tout simplement ri, en posant la question suivante : qu'est - ce qui nous prouve que cette fois sera la bonne ?

## LA CORDE AU COU DES SALAIRES

Malgré tout, on est en droit de penser que le Premier Ministre sera suivi dans son action par le simple fait qu'il se trouve dans l'obligation, avec son gouvernement, de payer les salaires des fonctionnaires, en dépit de l'augmentation de huit milliards F CFA, que ceux-ci viennent de connaître. Il faut trouver, coûte que coûte, cet argent, alors que la loi des finances a déjà été votée. Comment ne pas penser aux automobiles de fonctions ?

Mais, dans le même temps, il y a tout lieu de se poser la question de savoir si les différents ministres n'ont pas déjà passé leurs commandes d'automobiles pour l'année. Par exemple, nous voyons les membres de la Cour Suprême se déplacer, ces jours - ci, à bord de 407 Peugeot, flambant neufs. Il en est de même des membres de la Chambre Administrative de cette même Cour Suprême. Il n'est que d'emprunter la rue qui passe devant l'Hôtel Indépendance pour découvrir alignées ces rutilantes automobiles.

## L'UTILITE DES VEHICULES DE FONCTION

Au - delà des exigences budgétaires qui vont former le gouvernement à statuer sur la question des véhicules de fonction, se pose carrément celle de leur raison d'être. En effet, autant il est aisé de comprendre qu'un commissaire de police en soit doté d'un, autant, en revanche, on ne sait, pour quelle raison, un D.A.G. d'un ministre ou un Conseiller Technique, en serait doté. Pis encore, on se retrouve même dans la situation où ceux qui en ont besoin pour mener leurs activités n'en disposent pas, et, en revanche, ceux qui n'en n'ont pas besoin, eux en disposent. Par exemple, en quoi se justifient les rutilantes *Hilux* et autres *Prado* dont sont dotés les Colonels de l'armée camerounaise ?

Pour tout dire, il y a confusion dans la signification de l'expression " véhicule de fonction ". Au Cameroun, celle - ci semble signifier, un véhicule attribué à une haute personnalité, et non pas à usage de service. Il ne revient pas à l'Etat de gratifier ses employés d'automobiles pour les conduire à leurs lieux de service, quel que soit leur importance dans l'administration. Tel est en réalité la question que devra trancher le Premier Ministre.

# 8 X 12 = 96 : COMBIEN D'EMPLOIS A CREER ?

**I**l n'y en a que pour eux ! A - t - on envie de s'exclamer, au moment où a été rendue publique la hausse spectaculaire des salaires qui s'est produite tout récemment. Il n'y en a que pour qui ? Naturellement les fonctionnaires. Malgré la baisse des salaires et le renchérissement du coût de la vie, ceux - ci ne connaissent pas, comme des millions d'autres Camerounais, des fins de mois incertaines. Eux ils disposent même de fins de mois, pendant qu'un nombre incalculable de citoyens ayant été à l'école comme eux, ne peuvent s'aligner, nulle part pour percevoir un salaire. En plus, ils bénéficient des frais de mission, et se mettent régulièrement "en mission " tout en demeurant sur place, histoire d'empocher, tranquillement, les sommes d'argent avec lesquelles ils auraient dû payer leurs chambres d'hôtel, pendant ces " missions " .

## 200.000 BIENHEUREUX

En fait, la question que l'on peut légitimement se poser est la suivante : pourquoi tant d'attention pour une catégorie sociale qui ne comporte que 200.000 âmes, sur les quinze millions d'habitants, voire davantage, que nous sommes au Cameroun ? Bien avant cette hausse de salaires, les fonctionnaires, le moins que l'on puisse dire, ont mieux supporté la crise économique que toute autre

catégorie sociale. Bien que leurs salaires aient diminué, ils disposent de mille et un moyens d'accroître chaque mois, leurs revenus. Ils gèrent, par exemple, des crédits dans leurs différentes administrations, ils gèrent des projets, ils monnayent leurs signatures, etc. Malgré cela, ce sont eux qui tirent finalement profit, plus que quiconque de la casse qui s'est produite du 25 au 29 Février.

En leur sein, il se trouve une catégorie encore plus choyée, les militaires. Ceux-ci bien qu'ils n'aient pas connu de baisse de salaires comme le restant des employés de l'Etat, ont néanmoins vu ceux - ci augmentés dernièrement au même titre que ceux des civils.

## 96 MILLIARDS = PLUSIEURS USINES = PLUSIEURS PLANTATIONS

Désormais, les fonctionnaires camerounais vont coûter, au trésor public, 8 milliards supplémentaires, ce qui équivaut à 96 milliards par an. Avec un tel pactole, c'est plusieurs entreprises utilisant des centaines de personnes qu'il est possible de créer, et procurer du travail à des Camerounais qui n'en disposent pas actuellement. Ces nouveaux salaires, auraient à leur tour, sorti d'énormes difficultés financières de nombreuses familles. Y a - t - on simplement pensé ?

“Notre loi fondamentale actuelle (qui est elle-même la résultante d'une révision de notre Constitution de 1972) comporte des procédures de révision. Celles-ci permettent, si nécessaire, une adaptation du texte à l'évolution de notre société politique. Elles sont par ailleurs de portée générale et ne concernent qui que ce soit en particulier.”

Président Paul BIYA, le 31 décembre 2007

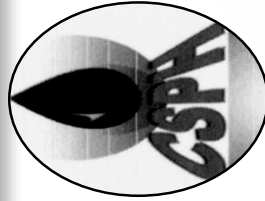
Le projet de révision de la Constitution déposé le 4 Avril 2008 à l'Assemblée Nationale vise à constitutionnaliser la monarchie au Cameroun.

Monsieur le Président de la République :

## **TOUCH' PAS à l'article 6.2**

Le Collectif des Citoyens Patriotes (CCP) continue de vous soutenir pour la réalisation de vos priorités: la lutte contre la corruption, la lutte contre le Sida, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie des populations, la fourniture d'eau et d'énergie.

**Rejoignez nous Tél. : 22 02 40 99**  
**Touch\_pas6.2constit@yahoo.fr**



**CAISSE DE STABILISATION DES PRIX DES HYDROCARBURES  
HYDROCARBONS PRICES STABILIZATION FUND**

B.P. 501 Yaoundé - Tél. (237) 22 20 69 84 / 22 20 69 58 - Fax : (237) 22 20 79 47

E-mail : [csph@hotmail.com](mailto:csph@hotmail.com) - Site Web : [www.csph-cameroun.org/csph](http://www.csph-cameroun.org/csph)

**NOTE DE CONJONCTURE**

**SECOND SEMESTRE EXERCICE 2008**

**E**n dépit du ralentissement de l'économie mondiale, le prix du pétrole a fluctué au cours du 2ème semestre de l'exercice 2007 autour de 85\$ US le baril de Brent. L'ajustement entre l'offre et la demande est resté très tendu. La demande de pétrole a été particulièrement dynamique en Chine, au Moyen-Orient et au Brésil, tandis que dans le même temps le potentiel de production croît faiblement et les pays de l'OPEP ne semblent pas vouloir mobiliser pleinement leurs capacités disponibles.

La robustesse des économies émergentes a contribué à limiter le ralentissement attendu de l'activité mondiale. Elle a stimulé la demande en matières premières qui s'est nettement accrue dans les économies avancées (3% en moyenne fin 2007).

Malgré les tensions inflationnistes, la FED et la Banque d'Angleterre ont mené des politiques monétaires accommodantes afin de stabiliser l'activité économique. Elles ont ainsi abaissé leurs taux directeurs de 125 et 25 points de base respectivement. L'assouplissement des politiques monétaires s'est poursuivi au cours du second semestre 2007 dans les pays avancés.

Au cours du second semestre de l'année 2007, l'économie camerounaise a évolué dans un environnement serein, caractérisé au plan intérieur par la quasi stabilité des prix à la consommation des produits pétroliers, la poursuite et l'intensification des efforts dans le but d'assainir l'environnement des affaires en vue de créer les conditions d'une croissance. Les promesses d'annulation de la dette extérieure du Cameroun après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE ont pour la plus part été honorées par les pays créanciers, et le

pays dispose actuellement d'un volant de liquidité important pour le financement des projets.

La présente note de conjoncture porte sur le 2ème semestre 2007. Elle analyse d'une part, les cotations internationales du pétrole brut, des produits raffinés, les cours du dollar US et d'autre part, les données issues du marché national des produits pétroliers.

**I.- LES COTATIONS INTERNATIONALES**

Les données recueillies sur le marché international concernent le second semestre 2007. Au cours de cette période, l'évolution du marché mondial s'est caractérisée par :

- Un accroissement des cours du Brent ;
- Une diminution de la parité du dollar US par rapport l'Euro ;
- Une hausse des cours internationaux des produits raffinés.

**I.1.- BRENT DTD**

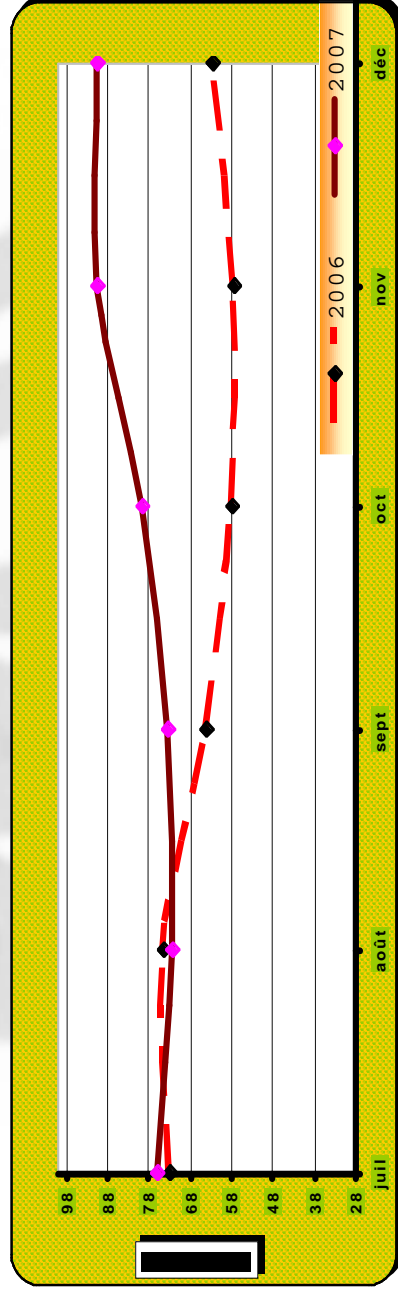
D'un minimum de 72,71\$/US/bbl enregistré au mois de août 2007, les cours du Brent ont atteint un maximum de 90,85\$/US/bbl au mois de décembre 2007. Ces cours ont régulièrement progressé tout au long de la deuxième moitié du 2ème semestre 2007, comparés à la même période l'exercice 2006, (cf. graphique N°1).

Comparaison faite sur la même période de l'exercice antérieur, la moyenne desdits cours sont en hausse de 24% passant de 65,10 \$US/bbl à 80,68 \$US/bbl, soit un écart en valeur absolue de 15,58 \$US/bbl (Cf. tableau n°1).

**EVOLUTION DU COURS MOYEN DU BRENT EN \$ US**

	juil	août	sept	oct	nov	déc	mo
<b>2006</b>	73,01	74,62	64,43	58,16	57,78	62,60	<b>65,10</b>
<b>2007</b>	76,02	72,71	73,67	80,04	90,79	90,85	<b>80,68</b>
<b>Ecart</b>	4%	-3%	14%	38%	57%	45%	<b>24%</b>

**EVOLUTION DU COURS MOYEN DU BRENT EN \$ US**



L'augmentation des cours du Brent au cours de la 2ème moitié du second semestre 2007 pourrait s'expliquer essentiellement par :

- "la demande mondiale sans cesse croissante sous l'impulsion des pays comme la Chine et l'Inde, alors que l'offre ne suit pas le même rythme ;
- "les menaces d'ouragans dans le Golfe du Mexique ;
- "l'offre insuffisante en produits pétroliers par rapport à une demande qui croît à un rythme soutenu ;
- "l'inquiétude relative au bas niveau des stocks mondiaux, notamment en produits raffinés de chauffage, alors que les spécialistes redoutent un hiver particulièrement rigoureux ;

"la montée des tensions géopolitiques dans les grandes régions pétrolières du Moyen-Orient (Iran, Irak, Turquie) et du Golfe de Guinée (Nigeria) ;

"la dépréciation continue du dollar par rapport à l'Euro et à d'autres devises.

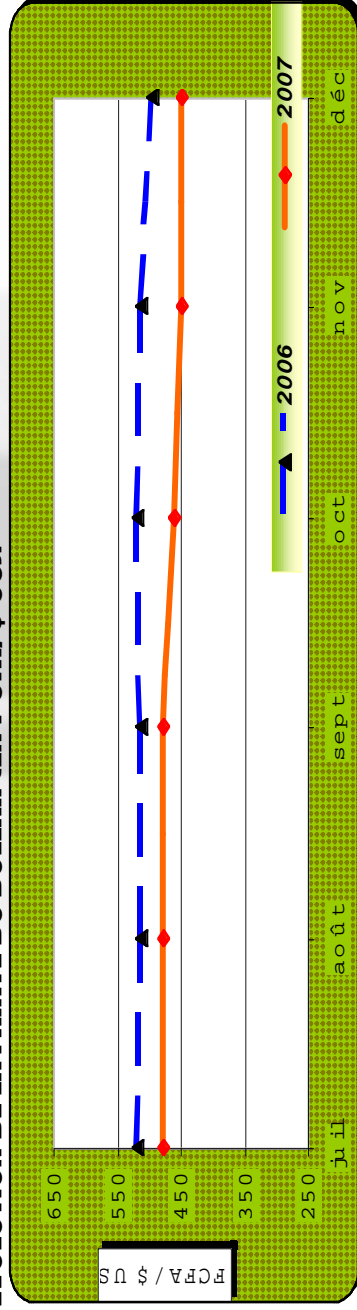
**I.2.- PARITE DU DOLLAR US / F CFA**

La parité du dollar par rapport au F CFA a diminué pendant le 2ème semestre 2007 avec une moyenne de 466,94 FCFA/\$ US contre 512,79 FCFA/\$ US à la même période l'exercice précédent, comme l'indique le tableau n°2 et le graphique n°2 ci-dessous.

**EVOLUTION DE LA PARITÉ DU DOLLAR (EN F CFA/\$ US).**

	juil	août	sept	oct	nov	déc	moy
<b>2006</b>	518,19	513,20	514,54	519,61	514,16	497,06	<b>512,79</b>
<b>2007</b>	480,42	480,42	478,25	463,00	450,89	448,67	<b>466,94</b>
<b>Ecart abs</b>	-37,77	-32,78	-36,29	-56,61	-63,27	-48,39	<b>-45,85</b>
<b>Ecart</b>	-7%	-6%	-7%	-11%	-12%	-10%	<b>-9%</b>

**EVOLUTION DE LA PARITÉ DU DOLLAR (EN F CFA/\$ US).**



En début de période la situation sur les marchés monétaires semble se stabiliser, mais les difficultés persistent sur les marchés financiers et les marchés des actions sont restés très volatils.

**I.3.- PRODUITS RAFFINES**

Les cotations internationales des produits pétroliers raffinés connaissent une tendance haussière au cours du second semestre 2007, par rapport à la même période l'année précédente, comme l'indique le tableau n°3 et le graphique n°3.

Les moyennes des cours des produits raffinés, par rapport au 2ème semestre 2007 se présentent ainsi qu'il suit :

Premium (Super) 757,34 \$ US/TM contre 624,84 \$ US/TM soit +21%;

Kero (Pétrole) 773,72 \$ US/TM contre 653,45\$ US/TM soit +18%;

Gasoline (Gasoil) 688,49 \$ US/TM contre 590,36\$ US/TM soit +17%;

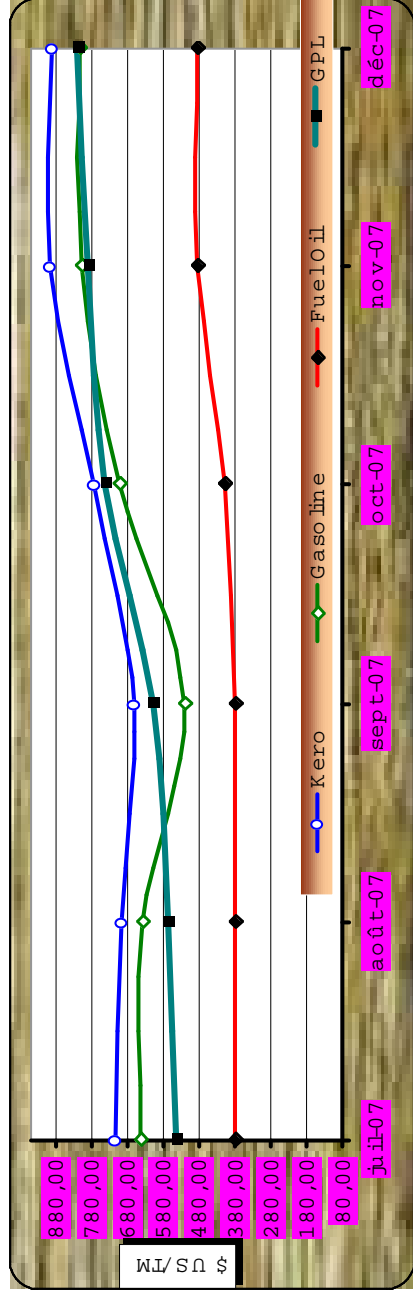
Fuel oil 420,87 \$ US/TM contre 293,58\$ US/TM soit +43%;

GPL 679,70 \$ US/TM contre 523,75 \$ US/TM soit +30%.

**EVOLUTION DES COTATIONS INTERNATIONALES DES PRODUITS PÉTROLIERS RAFFINÉS.**

	juil-07	août-07	sept-07	oct-07	nov-07	déc-07	moy 2007	moy 2006	variation
<b>Premium</b>	763,48	696,89	717,08	724,87	829,57	812,14	<b>757,34</b>	624,84	<b>21%</b>
<b>Kero</b>	714,48	698,85	663,54	776,10	896,30	893,06	<b>773,72</b>	653,45	<b>18%</b>
<b>Gasoline</b>	643,93	636,25	520,65	705,11	810,30	814,70	<b>688,49</b>	590,36	<b>17%</b>
<b>Fuel Oil</b>	381,49	379,21	377,76	411,77	486,74	488,27	<b>420,87</b>	293,58	<b>43%</b>
<b>GPL</b>	541,65	570,76	608,44	744,88	789,93	822,55	<b>679,70</b>	523,75	<b>30%</b>

## COURBE D'ÉVOLUTION DES COTATIONS INTERNATIONALES DES PRODUITS RAFFINÉS



### II. - MARCHÉ INTERIEUR

Par rapport au 2ème semestre de l'année 2006, les prix à la pompe des produits pétroliers au cours du semestre de référence sont restés stables. Cette stabilité s'est répercutée positivement sur la consommation des produits pétroliers raffinés hors mis le pétrole lampant.

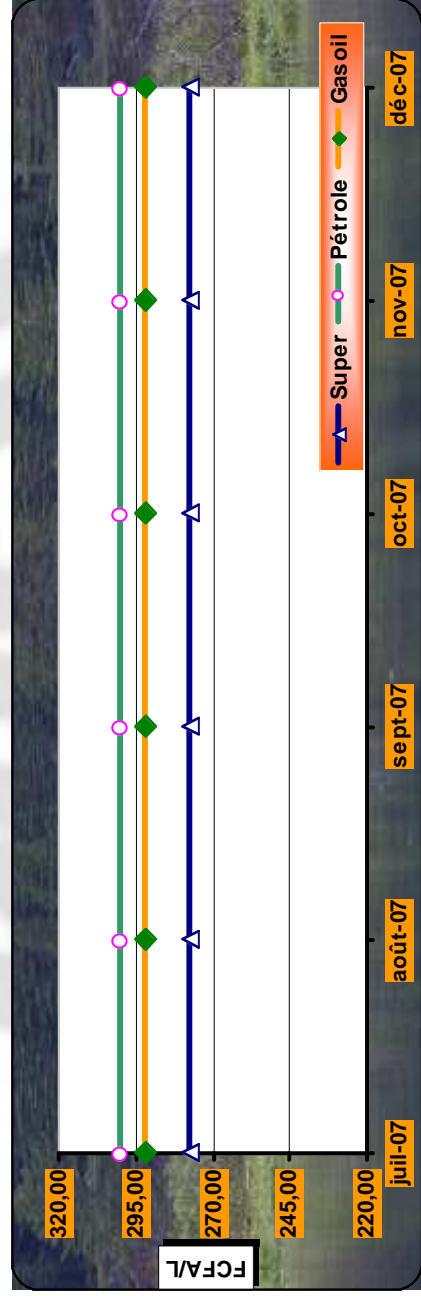
### II.1.- SUR LES PRIX a- Prix sortie SONARA

Concernant les prix des produits blancs sortis SONARA hors taxes au cours du deuxième semestre de l'année 2007, le pétrole est le produit le plus cher avec une moyenne de 299,88 F CFA/L suivi du Gasoil, 292,12 F CFA/L et du Super 277,92 F CFA/L. (Cf. tableau n°4 et graphique n°4). Ces prix connaissent par rapport à la même période de l'exercice précédent une diminution dont la moyenne globale se situe autour de -3%.

## ÉVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS SORTIE SONARA HORS TAXES (EN F CFA/L)

	juil-07	août-07	sept-07	oct-07	nov-07	déc-07	moy 2007	moy 2006	Variation
Super	277,92	277,92	277,92	277,92	277,92	277,92	277,92	275,85	1%
Pétrole	299,88	299,89	299,89	299,89	299,88	299,88	299,89	311,44	-4%
Gasoil	292,12	292,12	292,12	292,12	292,11	292,11	292,12	305,23	-4%

## COURBE D'ÉVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS SORTIS SONARA HORS TAXES ( EN F CFA/L)





Le prix homologué du GPL n'a pas changé pendant le 2ème semestre 2007, il est resté à 6000 F CFA en ce qui concerne la bouteille de 12,5Kg.

Au cours de cette période, le prix réel moyen de la bouteille de 12,5kg s'est situé à 8 178,92 F CFA, soit un écart d'une moyenne de 2 178,92 F CFA par rapport au prix homologué.

**b- Prix à la pompe**

Les prix à la pompe des produits blancs sont restés stables tout au long du second semestre de l'année 2007, les moyennes desdits prix sont en légères diminutions (-1,66%) par rapport à la même période l'exercice précédent (Cf. tableau n°5) et se présentent comme suit :

- Super 584 contre 589 F CFA/L soit -1% ;
- Pétrole 365 contre 374 F CFA/L soit -2% ;
- Gasoil 535 contre 547 F CFA/L soit -2%.

**EVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS BLANCS EN F CFA/LITRE.**

	juil-07	août-07	sept-07	oct-07	nov-07	déc-07	moy 2007	moy 2006	Variation
<b>Super</b>	584	584	584	584	584	584	584	589	-1%
<b>Pétrole</b>	365	365	365	365	365	365	365	374	-2%
<b>Gasoil</b>	535	535	535	535	535	535	535	547	-2%

**II.2.- EVOLUTION DES TAUX DE PEREQUATION**

Au cours du deuxième semestre de l'exercice 2007 et par rapport aux taux budget, les différents taux de péréquation sur les produits blancs et notamment dans les zones positives,

sont quasi stables par rapport aux prévisions budgétaires (Cf. Tableau n°6). En ce qui concerne les zones négatives, les taux de péréquation connaissent un nette diminution au niveau des dépôts de Ngaoundéré et Garoua.

**EVOLUTION DES MOYENNES DE TAUX DE PÉREQUATION PAR PRODUIT ET PAR DÉPÔT EN CFA/LITRE POUR LE 2ÈME SEMESTRE 2007.**

DEPOTS	juil-07	août-07	sept-07	oct-07	nov-07	déc-07
<b>DOUALA</b>						
Super	36,17	36,17	36,17	36,17	36,17	36,17
Pétrole R.	22,60	22,60	22,60	22,60	22,60	22,60
Gasoil	36,49	36,49	36,49	36,49	36,49	36,49
<b>YAOUNDE</b>						
Super	22,89	22,89	22,89	22,89	22,89	22,89
Pétrole R.	8,29	8,29	8,29	8,29	8,29	8,29
Gasoil	21,27	21,27	21,27	21,27	21,27	21,27
<b>BELABO</b>						
Super	7,10	7,10	7,10	7,10	7,10	7,10
Pétrole R.	-8,72	-8,72	-8,72	-8,72	-8,72	-8,72
Gasoil	3,17	3,17	3,17	3,17	3,17	3,17
<b>NGDERE</b>						
Super	-10,04	-10,04	-10,04	-10,04	-10,04	-10,04
Pétrole R.	-27,20	-27,20	-27,20	-27,20	-27,20	-27,20
Gasoil	-16,47	-16,47	-16,47	-16,47	-16,47	-16,47
<b>GAROUA</b>						
Super	-118,46	-118,46	-118,46	-118,46	-118,46	-118,46
Pétrole R.	-132,03	-132,03	-132,03	-132,03	-132,03	-132,03
Gasoil	-118,14	-118,14	-118,14	-118,14	-118,14	-118,14
<b>LIMBE</b>						
Super	47,12	47,12	47,12	47,12	47,12	47,12
Pétrole R.	33,86	33,86	33,86	33,86	33,86	33,86
Gasoil	48,03	48,03	48,03	48,03	48,03	48,03
<b>BFSSAM</b>						
Super	14,14	14,14	14,14	14,14	14,14	14,14
Pétrole R.	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88
Gasoil	15,04	15,04	15,04	15,04	15,04	15,04

Moyenne	Plus grande valeur	Plus petite valeur	Péreq Budget
36,17	36,17	36,17	35,00
22,60	22,60	22,60	21,00
36,49	36,49	36,49	32,00
<b>YAOUNDE</b>			
22,89	22,89	22,89	23,03
8,29	8,29	8,29	8,10
21,27	21,27	21,27	18,29
<b>BELABO</b>			
7,10	7,10	7,10	8,80
-8,72	-8,72	-8,72	0,00
3,17	3,17	3,17	1,97
<b>NGDERE</b>			
-10,04	-10,04	-10,04	0,00
-27,20	-27,20	-27,20	0,00
-16,47	-16,47	-16,47	0,00
<b>GAROUA</b>			
-118,46	-118,46	-118,46	0,00
-132,03	-132,03	-132,03	0,00
-118,14	-118,14	-118,14	0,00
<b>LIMBE</b>			
47,12	47,12	47,12	45,95
33,86	33,86	33,86	32,26
48,03	48,03	48,03	43,53
<b>BFSSAM</b>			
14,14	14,14	14,14	14,74
0,88	0,88	0,88	1,05
15,04	15,04	15,04	12,32

**II.3.- EVOLUTION DE LA CONSOMMATION**

**II.3.1. Produits blancs**

Les consommations globales des produits blancs pour la période de référence s'élevaient à 453 256 m3 contre 445

115m3 pour la même période l'exercice antérieur, soit une hausse de 8 141m3 (+2%). Le Tableau n°7 qui suit présente l'évolution des consommations des différents produits blancs tous dépôts confondus.

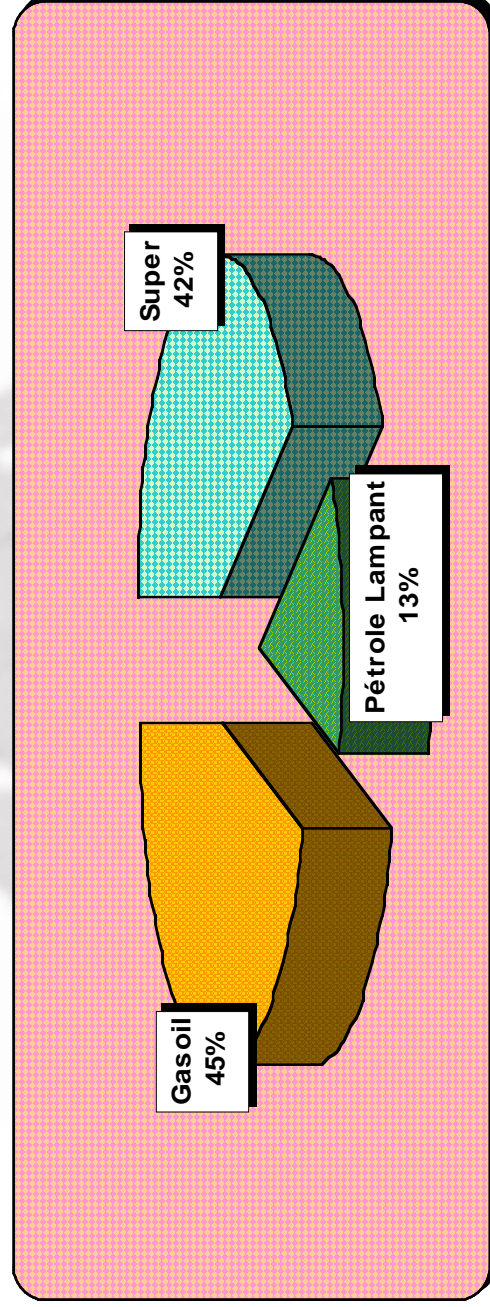
**CONSOMMATIONS DES PRODUITS BLANCS EN M3 TOUS DÉPÔTS CONFONDUS AU 2ÈME SEMESTRE 2007.**

	<i>Super</i>	<i>Pétrole Lampant</i>	<i>Gasoil</i>	<i>Total</i>
<b>2006</b>	184 589	61 055	199 471	445 115
<b>2007</b>	189 319	60 292	203 645	453 256
<b>Ecart abs</b>	4 730	-763	4 174	8 141
<b>Ecart (%)</b>	3%	-1%	2%	2%
<b>Proportions</b>	42%	13%	45%	100%

Comme l'indique le graphique n°5 ci-dessous le gasoil est le produit le plus consommé (45%) suivi du Super (42%) et du pétrole (13%). Cette tendance reste en

phase avec celle de la même période de l'exercice antérieur. Notons une évolution de la consommation du gasoil de +3% et du super +2%.

**RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION DU MARCHÉ INTÉRIEUR DES PRODUITS BLANCS AU COURS DU 2ÈME SEMESTRE DE L'EXERCICE 2007.**



**II.3.2. Gaz Pétrole Liquéfié (GPL)**

Au cours du second semestre 2007, les consommations de GPL dans l'ensemble des dépôts ont augmenté de 5,72% par rapport à la même période de l'année 2006, passant de 22 581 TM à 23 874 TM,

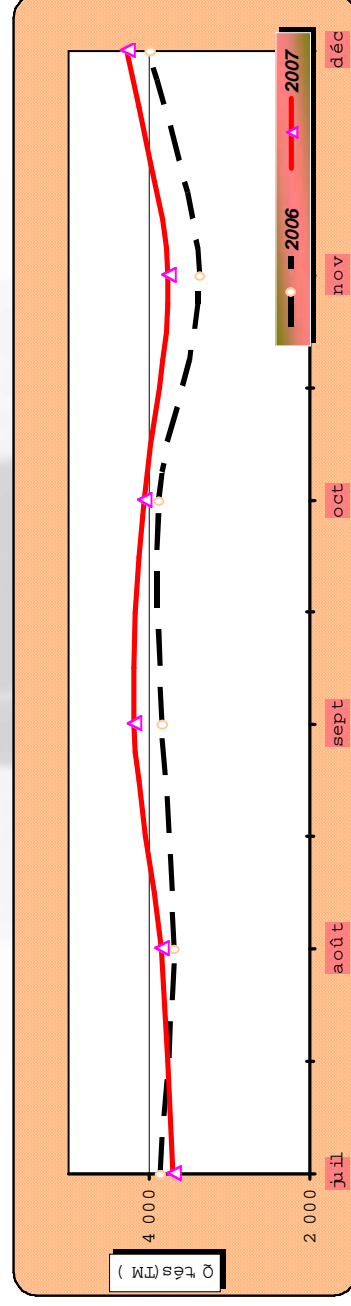
soit une hausse en valeur absolu de 1 292 TM (Cf. tableau n°8).

Cette légère hausse (Cf. graphique n°6) pourrait être due à la demande croissante, et au meilleur suivi des approvisionnements du marché intérieur.

## CONSOMMATIONS DU GPL EN TM TOUS DÉPÔTS CONFONDUS AU 2ÈME SEMESTRE 2007.

	juil	août	sept	oct	nov	déc	Cumul
2006	3 855	3 684	3 837	3 865	3 368	3 972	22 581
2007	3 712	3 852	4 198	4 064	3 763	4 285	23 874
Ecart abs	-143	168	360	199	395	313	1 292
Ecart (%)	-4%	5%	9%	5%	12%	8%	5,72%

## EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DU GPL EN TM TOUS DÉPÔTS CONFONDUS AU SECOND SEMESTRE 2007



Au terme de cette analyse, l'environnement international ne laisse pas présager des lendemains meilleurs en ce qui concerne les cours du Brent. La chute des cours du dollar US par rapport au F CFA ne peut pas suffire pour contre carter les effets de cette envolée des prix.

Malgré le maintien des prix à la consommation des produits blancs et du GPL, on assiste toujours à une

hausse des prix des denrées agricoles de grandes consommations (blé, riz, maïs...) sur le marché intérieur. Cette augmentation est, sur le plan international, consécutive à une diminution de l'offre par rapport à la demande. Il faut mettre à cet actif l'utilisation des produits agricoles pour la fabrication des biocarburants.

# Abonnez-vous à



## Le Journal d'éveil citoyen, destiné en priorité aux abonnés.

Tél.: (237) 22.02.40.99 - 99.84.33.35

# ATTENTION : ZEUS REND FOU CEUX QU'IL VEUT PERDRE

**Le dépôt, le 4 Avril 2008, du projet de loi portant modification de la Constitution, à l'Assemblée Nationale, l'avant-veille de la date d'anniversaire, le 24ème, du coup d'Etat militaire manqué le 6 Avril 1984, se passe dans un contexte particulier de la vie de notre nation.**

## CONTEXTE:

1. Le projet est déposé au lendemain des émeutes sanglantes de Février 2008, qui ont endeuillé de nombreuses familles, privé de liberté, beaucoup de nos concitoyens, détruit des écoles publics et privé, terni l'image de stabilité et de paix dont jouissait jusque - là, notre pays. Parmi les émeutiers, se trouvaient un bon nombre de partisans, même manipulés du Non à la révision de la Constitution.

2. Ce projet de loi est déposé alors que l'opinion publique est divisée en un front du OUI à la modification de l'article 6.12 de notre Constitution d'autre part et du NON à la modification de cet article d'autre part. l'article 6.2, à titre de rappel, stipule que "le Président de la République est élu pour un mandat de 7 (sept) ans renouvelable une fois." L'opinion nationale est également divisée entre l'adoption par l'Assemblée Nationale plus précisément, le parlement, comme le demande la Constitution ou par la voie référendaire donc la possibilité est reconnue dans la constitution

3. Ce projet est soumis à l'examen des députés alors que les USA, par la voie de leur sous secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires africaines reçu par le chef de l'Etat le 9 Mars 2008, a conseillé qu'un large débat soit organisé et a déconseillé la levée de la limitation des mandats dans la constitution. L'ambassadeur de France, reçu par le chef de l'Etat le 4 Avril 2008, lui a fait part du souhait des pays de l'Union Européenne (27 pays) auxquels se sont ajoutés les aspirants à l'union de voir s'organiser un débat ouvert à toutes les parties sur la révision et le souhait que l'alternance, la liberté d'expression et les élections libres, garant d'une bonne démocratie soit respectés.

4. Le dépôt se passe au moment où, la liberté d'expression, un des plus grands atouts du renouveau, n'a jamais été aussi menacée: Fermeture de Magic FM; fermeture de Radio et Télé Equinox; Instrumentalisation de la presse; caporalisation des médias publics qui sont devenus des médias de propagande du parti au pouvoir et d'informations sélectives et destructives.

5. Au moment où notre pays n'a jamais projeté une si mauvaise image à l'intérieur comme à l'extérieur et où la communauté internationale a les yeux braqués sur ce pays phare du golfe de Guinée.

6. Ce projet est déposé alors que l'inflation galopante va créer l'instabilité politique et une insécurité croissante. Que nous sommes à la veille d'une crise alimentaire sans précédent liée à la hausse des prix de produits de première nécessité (exemple le riz a atteint son coût le plus élevé depuis 19 ans au niveau mondial, la farine aussi). Que la rareté, en plus, de ces produits sur les marchés extérieurs doit vous amener à accroître sans délai notre production agricole et ceci par tous les moyens et changer d'habitudes alimentaires.

7. Au moment où notre taux de croissance continue de baisser 2,8% en 2007 contre 3,2% en 2006, alors que la moyenne en Afrique Centrale est de 4,5% et en Afrique de plus de 5%. Notre taux de croissance s'annule avec le taux démographique qui serait de l'ordre de 2,9% bien que les résultats du recensement de 2005 ne soient toujours pas publiés.

8. Au moment où il persiste une forte fracture sociale dans notre pays: entre la tribu des riches et la tribu des pauvres.

Fracture favorisée par la corruption, l'impunité à ciel ouvert, encouragée par l'establishment ou des serviteurs l'Etat se servent avec arrogance, avec suffisance sans être véritablement châtiés. Cette situation qui pourtant nécessite un aggiornamento.

9. Enfin, liste non exhaustive, notre pays connaît ces derniers mois une série noire d'événements. Nous devons tous méditer. Acceptons le dialogue, le débat. Même Dieu se détourne de nous.

## SUR LA FORME

1. Le projet a été déposé à l'Assemblée la veille d'un week-end, la veille de la clôture prévue le 11 Avril 2008, alors que les députés se sont tournés les pouces pendant trois semaines.

2. Seuls les députés connaissent le contenu du projet alors qu'il aurait fallu que les 100 sénateurs prévus dans la Constitution et qui devraient être associés à l'adoption en prennent connaissance également.

3. Le Président de la République est resté le seul maître du jeu alors qu'il s'agit de la loi fondamentale qui régit la vie de la nation, la bible de la nation. Il est inutile de rappeler qu'à 75 ans, son avenir, surtout l'avenir de notre pays, doit être bâti en concertation avec la jeune génération qui sera en charge d'appliquer la Constitution.

4. Il n'a visiblement pas associé, ni son gouvernement ni le Conseil Constitutionnel, ni son propre parti (bureau politique, comité central), ni les autres partis politiques, ni les autres acteurs de la société.

John Fritz Gérard Kennedy disait que "l'on ne peut pas tromper tout le peuple, tout le temps".

## SUR LE FOND

La plupart des articles modifiés concernent le chef de l'Etat. Ce qui nous amène à conclure que le projet de modification déposé à l'Assemblée Nationale vise à constitutionnaliser la monarchie au Cameroun. C'est dommage, le Président de la République a déjà joué même son propre camp. Oui, il voudrait être de nouveau candidat. Oui, il voudrait anticiper les élections. Oui, il ne voudrait pas être poursuivi après avoir un jour quitté le pouvoir. Celui qui pourrait lui succéder en cas de vacance devra organiser en 120 jours au plus les élections alors que les élections des députés et conseillers municipaux se déroulent au plus tard en 90 jours. Ah! Ça c'est le Cameroun.

## EN CONCLUSION

Nous croyons que les Camerounais doivent se préparer à l'alternance. La carte d'électeur est le passpor pour le changement pour chacun de nous. Sans médiation, nous risquons de vivre des moments difficiles dans les prochains jours. Continuons à prier et à œuvrer pour qu'il y ait la paix dans notre pays. Il ne faut jamais oublier que l'homme propose, Dieu dispose. Oeuvrons tous pour une alternance pacifique au Cameroun. Selon les grecques: " Zeus rend fou ceux qu'il veut perdre..."